

Economie/BGFIBank

L'avenir en pointillé de Loxia Emf

Raymond Mbeng

Loxia Emf est dans le groupe BGFIBank comme un enfant «mongol» dans une famille où le père et la mère s'accusent mutuellement de sorcellerie... parce que personne ne veut endosser la responsabilité d'avoir un enfant qui serait à vie un vrai sac à problèmes. Surtout quand on a eu, avant lui, de beaux enfants vigoureux. Cette allégorie pour dire quoi ?

Pour annoncer tout simplement la mort programmée de Loxia Emf. Laquelle structure, spécialisée dans le microcrédit, accuse un déficit de près de 600 milliards de Fcfa. Pour comprendre comment on en est arrivé à cette situation dramatique, il faut remonter le temps et aller déterrer les circonstances de la naissance de ladite structure.

En effet, l'on se souvient de la turbulente agence « Gabon contacts » qui eut pignon sur rue au beau milieu des années 90 et qui avait son siège au rez-de-chaussée de l'immeuble Les Arcades au centre-ville de Libreville. « Gabon contacts » fut la première structure à faire le transfert d'argent grâce à sa licence achetée chez Western Union International. Chantal Myboto en était la promotrice. C'était à l'époque où seuls le miel et le lait coulaient de sa relation idyllique avec les Bongo. C'est donc en toute fluidité que l'activité de transfert d'argent a été cédée à BGFIBank avec en plus la licence et tout le personnel. Voilà pour la naissance de Loxia Emf !

Accueillis à BGFIBank Gabon comme des réfugiés, les ex-de « Gabon contacts » ont fait très tôt d'avoir une emprise sur le terrain vierge du transfert d'argent au Gabon. Mais à l'ère de la concurrence, il est conclu que le produit est arrivé à maturité et qu'il faut lui adjoindre autre chose de plus porteur.

Ainsi le projet de microfinance voit le jour et est approuvé par Henri-Claude Oyima. Le grand patron est convaincu par le produit très porteur que lui vend le futur directeur général de Loxia Emf, Ghislain Mboma.

Or, n'ayant fait jusque-là que du transfert d'argent, Mboma ne connaît rien du crédit, quelle que soit la formule. Aussi va-t-il recruter, en dehors de BGFIBank Gabon, de supposés experts en microfinance qui lui vendent en retour toutes des âneries du monde, au point que même les vendeurs ambulants servant de prête-noms ont obtenu des crédits à Loxia.

Pire, Mboma a montré ses limites de manager de haut vol quand, au lieu de suivre préalablement Loxia en mode projet, il va la faire basculer en grande entreprise.

Et comme si cela ne suffisait pas, Mboma entreprend, d'entrée de jeu, d'acquiescer l'immeuble abritant les services de Loxia pour 700 millions de Fcfa, alors que le capital social est de 600 millions. Sur cette lancée, il finance pour près de 500 millions les travaux de réfection d'une maison d'habitation à Oyem devant accueillir l'agence locale. Tout est au rouge et il y a de la fumée partout comme pour annon-



Henri-Claude Oyima pourra-t-il sauver Loxia Emf ?

cer une explosion imminente. Pour sauver Loxia de cette gabegie, il est envisagé d'y associer l'activité très prometteuse de banque de détail. Mais la Cobac (Commission bancaire de l'Afrique centrale) a vite fait de conclure qu'on ne peut faire de la banque avec un agrément de microfinance. Une fois de plus, comme à l'accoutumée, on a mis la charrue avant les bœufs. Les cadres, venus expressément de BGFIBank Gabon pour l'activité de banque de détail, dont une Ouest-africaine débauchée d'Ecobank pour le poste de DGA, retournent sans avoir commencé quoi que ce soit.

Chargé de tous les péchés d'Israël, Mboma est débarqué sans ménagement de son poste de directeur général et remplacé par un comité provisoire ayant à sa tête Marie Céline Ntsame, ex-directeur général retraitée de Finatra qui brave la colère du personnel réclamant le paiement de la prime de bilan et

des bonus.

La colère des agents est calmée par le transfert à BGFIBank Gabon des dizaines d'agents et ne laisser à Loxia que ceux qui y ont été recrutés pour cette activité. C'était comme le début du commencement. Cette génération, venant un peu tard, est menée par le nouveau directeur général nommé Daniel Nguema Anda, qui mène paisiblement ses activités jusqu'au jour où il est pris en flagrant délit de vidage de la caisse principale. Emportant des dizaines de millions dans des sachets plastiques. Il est capturé à Oyem par une unité spéciale de la police qui le ramène à Libreville pour purger une longue peine de prison.

Après ces déboires, Oyima puise au sein de sa propre famille pour la direction de Loxia. Ainsi Patrice Ndiaye, son jeune beau-frère, est nommé directeur général. D'entrée de jeu, le nouveau patron s'active à écarter les anciens qu'ils

soupçonnent de complicité avec Daniel Nguema Anda. Pierre Moukaga, le directeur administratif et comptable, est remplacé par Serge Nguimbi, malheureusement plus obnubilé par le poste et peu à même de répondre à ses exigences. Il est immédiatement remis à la disposition de BGFIBank Gabon, sa maison d'origine, et Pierre Moukaga, resté en suspens, est réhabilité en dépit de la méfiance dont il fait l'objet.

Cependant, en bon manager méfiant, Patrice Ndiaye décide d'avoir le cœur net sur la situation de l'affaire qui lui est confiée. Ce d'autant qu'hormis une embellie contée, il subsiste à ses yeux quelques incohérences pour une société qui, pour la première fois, vient de distribuer les primes de bilan et des bonus. Il est effectivement découvert un vrai maquillage des comptes ne faisant nullement apparaître la dette fiscale. Cette pratique a un effet de levier qui consiste élémentairement à gonfler le résultat et, bien sûr, de distribuer les primes qui, en réalité, enflent le déficit de la société. Un malheur ne venant jamais seul, Loxia reçoit la visite des agents du fisc qui, en deux temps trois mouvements, mettent sur la table de Patrice Ndiaye toute la fraude savamment orchestrée.

Conclusion des faits, une amende de 6 milliards de Fcfa est infligée à Loxia. Ceux qui ont vu Patrice Ndiaye sortir dernièrement de ses négociations auprès de l'administration fiscale peuvent parier de ce qu'il allait péter un câble. Il était très dépassé, car sommé de payer

et rien que payer. L'intervention de la cellule fiscale de la Holding de BGFIBank ne lui a rien apporté. Il faut payer. Or, Loxia, qui a également été une victime collatérale des événements post-électorales, a perdu ses installations du « Marché bananes » au PK 8, manque d'argent. Pire, pour une société de la taille de Loxia qui, depuis sa création, ne connaît que des problèmes sans réaliser le moindre résultat, où ira-t-elle chercher la coquette somme de 6 milliards ? Or, le fisc n'en démord pas au moment où le nouveau plan stratégique pour l'émergence a besoin de liquidités. Face à ce dilemme, étant sûr que Loxia ne peut pas payer ni dans l'immédiat ni à terme, l'unique solution pourrait être la fermeture de cette maison de malheur. Mais avant d'en arriver là, Patrice Ndiaye et compagnie ont tenu à clouer au pilori quelques têtes. Aussi de retour de congés annuels au mois d'octobre 2016, il est notifié à Pierre Moukaga qu'il est indésirable dans cette maison pour diverses fautes. Ainsi a-t-on appris que Pierre Moukaga a eu coutume d'empocher les échéances de crédit que ses amis et connaissances pressés lui donnaient pour régulariser leur situation.

De telles acrobaties financières ont fini d'achever les quelques espoirs de vie de la structure. Loxia pourrait donc mettre la clef sous le paillasson. A moins qu'Henri-Claude Oyima sorte une parade de dernière minute pour combler ce déficit financier.

(Affaire à suivre)